Sciences U

Master 1

Séance 3 – Plan de cours

# §1. L’offre en ligne et le contrat électronique

1. Apprécier si l’offre commerciale électronique   
est conforme au droit

A. La spécificité de l’offre en ligne et les dangers liés à Internet

1. L’offre en ligne au service de la vente à distance

Bien que Internet existe depuis peu, il existe déjà des règles concernant les offres à distance (les ventes par correspondance, ou démarchage téléphonique). Les règles des ventes par correspondance sont transposé au offre en ligne au service.

LCEN : La loi pour la confiance dans l’économie numérique, de 2004.

2. Le caractère intrusif d’Internet

deux choses qui peuvent être dangereux :

Les cookies : Ceux qui trace les utilisateurs en analysant et enregistrant les navigations, l’historique et les habitudes du consommateur. Ce genre de cookies vont permettre de mettre en place des pubs ciblés, ou à intégré à un algo de pub sugérée.

Spams : Des offres commerciale que on pas demandés et qui nous tombe dessus de manière.

B. La protection du cocontractant

1. Les barrières aux démarches intrusives

La protection se fait de mulitples manières.

-des barrières contre les choses intrusive : Pour les cookies, une directive europééenne 2009 : le consentement préalable de l’utilisateur, l’information préalable, finalité + précise+ proportionnéée+licite et le consentement n’est bon que pour un an et un mois.

Opt-in-------Particuliers-------Obligation préable/consentement pour une offre.

Opt-out-----Professionnels------On peut les démarchés, mais il faut que cela sois en rapport avec leur domaine. Il a possibilité de sortir de la liste.

2. Le respect de l’ordre public et de la vie privée

Dans les régles de l’ordre publique, il est interdit pour faire des pubs pour vendre du tabac. Il faut que certaines pub respecte un certain nombres de réglementation.

Certaines choses sont soumise à des réglementations.

Certaines choses sont interdite à la vente pour les mineurs.

3. L’obligation de loyauté et de transparence

Oblige au professionnel d’indiqué dans toute ses œuvres commerciales les qualités essentiels :

-prix

-Droit de rétractation

-durée de validité

-

2. Apprécier la validité des conditions de formation   
d’un contrat électronique

1. La formation du contrat en ligne

L’acceptation qui répond à une offre, a condition que une offre sois valide, forme le contrat. Néemoins, dans les offres, la législation impose un certain nombre de condition pour s’assurer que il y a une vrai réflexion de la part du consommateur. En premier lieu, il faut que tout les éléments concernant l’offre en ligne sois indiqué. Il faut aussi que les différentes étapes concernant le truc doivent être indiqué. Ensuite, il faut que le professionnel doit mettre en œuvre une procédure qui permette de repéré des erreurs éventuels, et la possibilité de modifié ces erreurs.

le client doit avoir possibilité de vérifier plusieurs fois la chose qu’il achète afin de confirmer la demande et/ou de modifier la demande d’achat.

Il faut que il est des conditions générals de vente, qui sont impérative, facilement accessible et de façon permanante.

2. Les modalités de l’acceptation

Première condition :Règle du double clic. Concernant le prix, le client doit l’approuver par un double clic. Mais son acceptation ne sera définitive que si elle s’exprime par un deuxième clic de confirmation.

Deuxième condition : Le professionnel est tenu d’accusé réception de la commande par voie électronique dans les plus bref délai.

3. Expliciter les effets d’un contrat électronique   
et son exécution

A. Les droits et obligations pour l’acheteur

1. Le droit de rétractation

Par principe, dans le droit commun, les deux parties sont tenu par leur engagement. Par exception, pour les contrats en ligne, le consommateur dispose du droit de rétractation. Il y a 14 jours pour se rétracter, a partir du jour de la date de formation du contrat pour un achat de service, ou a partir de la réception du bien si le contrat prévoit une livraison.

Le coût du renvoi doit être assumé par le vendeur.

Deux possibilité pour le renvoie :

-Sois durant l’achat, il est fourni un bordeau de renvoi

-Sois dans le carton, il y a déjà un bordeau.

Si le professionnel oublie de spécifié que l’utilisateur à un délai de 14 jours, l’acheteur à 12 mois pour faire un renvoi.

2. Le paiement en ligne

L’obligation principal de l’acheteur est de payé.Toutefois, concernant le contrat en ligne, il faut que au plus tard, au début de processus de commandes accepté par le professionnel sois indiqué.

Concernant les fraudes bancaires :

La loi impose au professionnel de prendre en charge le coup d’une opération commerciale si le client a déposer une réclamation auprès de sa banque dans les 70 jours de l’achat contesté.

B. Les effets du contrat pour le vendeur

1. La fourniture d’un support contractuel matérialisé

dès lors que vous acheter un bien en ligne, le professionnel doit fournir au consommateur un support durable dans un délai raisonnable après la conclusion d’un contrat au plus tard au moment de la livraison du bien ou avant le début de l’exercice.

Depuis 2014, le contrat doit être accompagné du formulaire type de rétractation.

2. La livraison du bien (ou l’exécution du service)

La livraison doit intervenir au plus tard dans les trentes jours après la commandes. Si ce n’est pas le cas, le vendeur doit préciser avant la conclusion du contrat la date limite dans lequel il s’engage de livrer. Si retard il y a, l’acheteur doit être informé. Il peut alors demander le remboursement du produit.

3. La responsabilité du vendeur en ligne

Le vendeur est responsable du transporteur. Cela veut dire que si le bien est endommagé, le vendeur en est responsable.

# §2. Maintenance informatique

I/ Généralités

Nature du contrat de maintenance informatique

Différents modes d’exercice de maintenance informatique

Maintenance et concurrence

II/ Différents niveaux de maintenance

Maintenance du matériel informatique

Maintenance des logiciels

III/ Conditions d’exécution de la maintenance

Respect des normes

Gestion des pannes

Déplacements

Les délais d’intervention

Stocks de pièces détachées

Qualification des mainteneurs

IV/ Obligations respectives des parties

Obligations du prestataire de maintenance informatique

Obligations du client

V/ Durée et conditions financières

Durée

Conditions financières

# §3. Audit et conseil informatique

I/ Généralités

Nature et diversité des missions

Audits réglementés

II/ Définition de la mission

Objectifs de la mission

Formalisation de la mission

Conditions d’exécution de la mission

III/ Exécution de la mission

Moyens utilisés

Contrôle de l’exécution

Responsabilité

IV/ Propriété des résultats